



Refuser la fatalité : Cuba et la santé des populations du Sud

L'État cubain n'a pas bonne presse dans les démocraties occidentales. On condamne les dérives, les excès de son régime politique. Mais toutes ses initiatives sont-elles forcément à rejeter, quand bien même il en retirerait un bénéfice en termes d'image ? Comme l'a déclaré un diplomate occidental, l'initiative d'un État peut profiter « à tant de personnes qu'elle devrait être applaudie même par ses ennemis politiques »... Dans *Le Monde diplomatique* d'août 2006, le journaliste Hernando Calvo Ospina, Colombien résidant en Europe, présente l'étonnante coopération sanitaire de Cuba avec les populations défavorisées des pays du Sud.

Le 8 octobre 2005, le Pakistan subit un terrible tremblement de terre. « Les conséquences humaines et sanitaires sont dramatiques, relate Hernando Calvo Ospina, surtout dans les zones les plus déshéritées et isolées du nord du pays. Le 15 octobre, un premier contingent de 200 médecins cubains urgentistes arrive avec plusieurs tonnes d'équipement. Quelques jours plus tard, La Havane expédie le matériel nécessaire pour monter et équiper 30 hôpitaux de campagne, dans des zones de montagne (...). Fin avril 2006, peu de temps avant son départ, l'équipe médicale cubaine a soigné un million et demi de patients (...) et a effectué environ 13 000 interventions chirurgicales »... Le président pakistanais, Pervez Musharraf, a reconnu que l'aide cubaine a été la plus importante de toutes celles reçues à l'occasion de cette catastrophe...

Hernando Calvo Ospina raconte que Cuba a mis en place sa « première brigade médicale internationale » en 1963. C'est dans l'Algérie tout juste indépendante que se rendirent alors 58 médecins et techniciens de la santé. De 1963 à la fin de 2005, plus de 100 000 professionnels seraient ainsi intervenus dans 97 pays, surtout en Afrique et en Amérique latine. En mars 2006, 25 000 professionnels sont répartis dans 68 nations. A cela s'ajoutent les soins effectués sur le territoire cubain même, où sont souvent acheminés les malades les plus graves de quelque pays que ce soit. Selon le journaliste, même l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ne peut assurer un tel déploiement.

Actuellement, par exemple, quelque 14 000 médecins cubains interviennent dans les quartiers défavorisés du Venezuela. Au cours des dix premiers mois de 2005, l'opération « Milagro » (« Miracle ») a permis de rendre la vue, gratuitement, à près de 80 000 Vénézuéliens dont beaucoup, victimes de la cataracte ou du glaucome, ont été transférés à Cuba pour y être opérés. Le Venezuela apporte le financement, Cuba les spécialistes, le matériel opératoire et l'infrastructure pour les soins aux malades pendant la durée de leur traitement dans l'île.

Jusqu'à aujourd'hui, souligne Hernando Calvo Ospina, « aucun gouvernement, aucune entité privée ou organisme international n'était parvenu à structurer un programme médical mondial d'une telle ampleur, capable d'apporter une réponse à grande échelle aux personnes en demande de soins ».

Des initiatives qui dérangent

Par ailleurs, l'État cubain a créé une Ecole latino-américaine de médecine à La Havane. Elle forme des jeunes provenant de familles pauvres de tout le continent américain, y compris des États-Unis. Chaque année, quelque 2 000 jeunes sont admis à l'école. Formation, nourriture, logement, ainsi que les éléments pour la pratique leur sont fournis gratuitement. En échange, ils doivent s'engager à retourner dans leur pays pour soigner leurs compatriotes.

Dans certains pays, les professionnels perçoivent la médecine comme un commerce auprès de

populations solvables et ils refusent de se rendre dans les bidonvilles. Du coup, ils se déchaînent contre ces « *médecins aux pieds nus* » qui viennent de Cuba ou qui y sont formés.

« *Les protestations et pressions politiques des ordres de médecins, relate Hernando Calvo Ospina, augmentent à mesure que grandit le nombre de jeunes diplômés arrivant des universités cubaines. Ces nouveaux confrères pourraient faire chuter les tarifs ou même offrir gratuitement une partie de leurs services, les soins médicaux cessant ainsi d'être un service élitiste et marchand* ».

Cependant, une menace vient du problème de la reconnaissance à l'étranger des diplômes obtenus à Cuba. La situation la plus difficile concernerait les étudiants de nationalité américaine. Ils risquent une peine de dix ans de prison et des amendes allant jusqu'à 200 000 dollars (à cause des lois liées au blocus). Pourtant, aux Etats-Unis, 45 millions de personnes vivent sans couverture médicale. Or, les études pour devenir médecin coûtent environ 300 000 dollars.

Soulignons qu'en 2005, quand l'ouragan Katrina a ravagé le sud des Etats-Unis et que la Louisiane a lancé un appel à l'aide internationale, Cuba a immédiatement proposé un contingent de 1 600 médecins formés pour intervenir dans ce type de

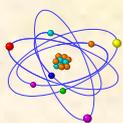
catastrophe, avec tout l'équipement nécessaire et des médicaments. Pas de réponse.

« *Certains estiment, rappelle Hernando Calvo Ospina, que cette aide "humanitaire" ne serait qu'une manœuvre de communication, un "investissement" permettant au gouvernement de La Havane de récolter des appuis diplomatiques inattendus face à l'hostilité persistante des Etats-Unis*... Une telle argumentation peut s'entendre. Mais ne vaut-il pas mieux investir dans des opérations sanitaires, qui auront des effets à long terme (campagnes de prévention, formation de médecins...), que dans des actions profitant moins directement aux plus démunis ?

Cuba compte à peine 12 millions d'habitants. Imagine-t-on ce que pourraient faire les grandes puissances si elles mobilisaient des moyens proportionnellement aussi importants ?

« *Il s'agit peut-être tout simplement d'une action de propagande, si l'on peut parler de propagande quand il s'agit de faits et non pas d'informations. La question du pourquoi devra alors avoir comme réponse une autre question : pourquoi le capitalisme ne réalise-t-il pas ce même type de propagande ?* »

Source : www.flaxcala.es (article de Bélen Gopegui, « Littérature et mission Miracle » – consulté le 14 août 2006).



Biodiversité

Et de six !

Cinq grandes vagues d'extinction de la faune et de la flore ont ponctué l'histoire de la Terre. C'était il y a 440 millions d'années, puis 365, 250, 200 et 65 millions d'années. Cette dernière période est marquée par la disparition d'environ 70 % des espèces vivantes, dont les dinosaures. Elle est associée à deux événements, dont on ne sait si l'un a été déterminant : la chute d'une météorite à

Chicxulub (Mexique) et un volcanisme intense en Inde... Nous sommes maintenant à l'ère quaternaire et une sixième extinction est engagée : celle causée par les activités d'*Homo sapiens*...

Source : Stéphane Foucart, « La polémique sur les extinctions d'espèces relancée par la découverte d'un cratère géant », *Le Monde* du 21 juin 2006.

La pensée hebdomadaire

« *Focalisation sur le produit illicite, le cannabis, plus grande tolérance sur le produit licite qu'est l'alcool : en moins de trois ans, la majorité a réhabilité un discours classique sur les produits psychoactifs, implicitement chargé du poids de la morale et de l'utopie d'une société sans drogue. Si elles sont frappantes en termes politiques, ces campagnes ne sont pas forcément efficaces en termes de santé publique : en plaçant toutes les expériences sur le même plan, les messages fondés sur une dramatisation excessive contredisent le vœu des consommateurs et ratent leur cible* ».

Cécile Prieur, « Cannabis : l'arme des interdits », *Le Monde* du 28 juillet 2006.